Santé

Kawkab al-Sharq, 10 août 1933

La santé du président du Conseil est bonne, et Dieu tout-puissant mérite assurément d'en être loué. Et Dieu tout-puissant est assurément disposé à accorder au président du Conseil un surcroît de cette bonne santé — mais le président du Conseil demeure loin de l'Égypte, retiré de ses fonctions, se déplaçant en quête de repos entre les villes et les villages de France et de Suisse, malgré sa bonne santé ; car sa part de cette bonne santé n'a pas encore atteint le point qui lui permettrait de rentrer en Égypte, de reprendre son activité avec vigueur, et de se consacrer à la conduite des affaires.

Et la santé du ministre des Traditions est bonne, mais il réside présentement à Vittel, prenant des bains le matin et des bains le soir, en quête de repos et de cure.

Et la santé du ministre de l'Agriculture est bonne, mais il parcourt les contrées de la terre dans un voyage qui tient en partie de la cure et en partie de l'exploration. Les nouvelles nous ont appris qu'à Budapest il reçoit les égards et les honneurs qui lui sont dus, avant de se rendre vers telle ville ou tel village où il trouvera ce dont il a besoin de repos et de cure.

Et la santé du ministre de l'Intérieur est bonne, mais il demeure confiné chez lui depuis plusieurs jours, donnant ses ordres depuis sa demeure, et gérant depuis elle les affaires de son ministère, dans la mesure où sa bonne santé le lui permet.

Ainsi quatre de nos ministres, Son Excellence le président du Conseil parmi eux, jouissent — Dieu merci — d'une bonne santé ; mais trois d'entre eux ne travaillent pas, ayant besoin d'un repos complet, pour un temps long ou court. Le quatrième accomplit la moitié de sa tâche, ou un peu plus de la moitié, ou un peu moins de la moitié. Et les affaires de l'État ont un besoin clair et urgent que nos dix ministres leur consacrent la blancheur du jour et la moitié de la noirceur de la nuit, ou un peu plus de la moitié, ou un peu moins de la moitié.

La sécurité, hélas, est dans le plus grand désordre : on tue les gens, on les abat, on force les maisons, on en emporte le contenu, en plein jour, tandis que les rangs des soldats sont clairsemés. L'étranger étend la main aussi loin qu'il le peut, portant atteinte aux Égyptiens dans leur religion,

leurs mœurs, leur honneur et leur nationalité. Le peuple crie, et nul ne l'entend ; il appelle au secours, et nul secours ne lui répond. La France refuse — rejointe par l'Italie dans ce refus — d'accepter autre chose que le paiement de la dette égyptienne en or ; ni l'une ni l'autre n'accepte de simples mots sur le papier, ni ne montre la moindre inclination à seulement en discuter. Vous pouvez compter autant de ces dangers et de ces dilemmes qu'il vous plaira, dont chacun suffirait à lui seul à occuper le Ministère du matin au soir. Que dire alors lorsqu'ils se rassemblent tous ensemble, et que chacun vient compliquer l'autre ?

Et si vous ajoutez à ces dilemmes le plus grave et le plus odieux d'entre eux — cette crise économique qui refuse de se résoudre avant d'avoir tout emporté en Égypte — vous saurez que les efforts des ministres, quels qu'ils soient, sont bien trop faibles et trop légers pour remédier au mal dans lequel nous nous trouvons ; que dire alors lorsque ce même Ministère est incapable même de fournir cet effort, empêché par la maladie, le voyage et le désir de repos et de tourisme, d'accomplir même ses devoirs les plus ordinaires, de la manière simple et coutumière dont on s'acquitte des devoirs en temps normal — en des jours où le pays n'est exposé à aucun mal, et où le danger ne le cerne pas de toutes parts.

Mais le Ministère — Dieu merci — est fort satisfait de lui-même, confiant dans ce succès qu'il a remporté en écartant ces dangers et en résolvant ces problèmes. Et quelle preuve plus claire, quelle démonstration plus évidente, qu'il ait pleinement réussi, que le fait qu'il demeure encore, jouissant des sièges du pouvoir, maître des affaires de l'État et de tous ses intérêts, aussi bien que le meilleur des ministères puisse jamais l'être ? Car il semble que l'important ne soit pas que les gens soient en sûreté dans leurs personnes et leurs biens, ni que l'Égypte soit en sûreté quant à son budget, ni que l'Égypte soit en sûreté quant à son honneur et à ses sanctuaires, ni que la crise se détende pour les Égyptiens, si peu que ce soit ou beaucoup. Ce n'est pas là, semble-t-il, l'important, ni la mesure à laquelle se juge le succès des ministères. L'important, au-delà duquel rien d'autre n'importe, la mesure à laquelle nulle autre ne ressemble, pour la bonne tenue et le succès des ministères, est simplement leur maintien au pouvoir. Tant que notre Ministère demeure, il a pleinement réussi, pleinement triomphé — ainsi le dit ce matin même le journal du Ministère.

Et le journal du Ministère a raison dans ce qu'il dit — raison, en vérité, sans nul doute ni conteste. Et s'il fallait fournir la preuve qu'il a raison, et bien raison, il conviendrait de citer cette théorie — qui, quoi

qu'en disent les hommes de religion, demeure en tout cas une théorie scientifique — la théorie de Darwin sur la survie du plus apte : car si le Ministère n'était pas apte, il n'aurait pas survécu ; et s'il n'avait atteint les limites extrêmes de l'aptitude, sa survie n'aurait pas duré si longtemps. Et donc l'opposition devrait avoir honte, et les opposants devraient avoir honte, et devraient croire que le Ministère actuel n'est qu'une fatalité inéluctable imposée à l'Égypte, à laquelle nul n'échappe, et dont on ne saurait se défaire, puisqu'il n'est que le résultat naturel de la lutte pour la survie et de la survie du plus apte. Bien plus, il conviendrait aussi, selon le journal du Ministère, que l'opposition et ses membres appréciassent, au nom du président du Conseil et de ses collègues, leur combat pour la cause de l'Égypte, et les sacrifices qu'ils ont consentis et consentiront encore dans ce combat. Car si les affaires de l'Égypte avaient été confiées à tout autre homme que Sidqi Pacha, il aurait certainement préféré le repos au travail, la santé à la maladie, la démission au fardeau du pouvoir, après que ce lourd malheur l'eût frappé — ce malheur qui le confina chez lui durant un mois, et qui le contraint à présent à se faire soigner outre-mer.

Mais le président du Conseil préfère le Peuple à lui-même, préfère le bonheur de l'Égypte au sien, et le repos de l'Égypte au sien ; aussi supporte-t-il cette longue maladie sans démissionner, même s'il n'a rien fait durant toute cette longue maladie. Et il touche son traitement pour ce repos durant cette longue maladie, même si elle a coûté à l'État des sommes considérables pour le soigner durant cette longue maladie ; car il suffit qu'il ait su joindre la maladie au maintien de sa charge pour compter comme un homme préférant l'Égypte à lui-même, se sacrifiant pour l'Égypte de ce qu'il a de plus cher et de plus précieux.

Et plus éloquent encore que tout cela : le président du Conseil reviendra, Dieu voulant, en parfaite santé, à la fin du mois prochain, et reprendra son travail à Alexandrie. Les journaux nous ont appris qu'il a proposé, ou proposera, à ses collègues que le gouvernement demeure à Alexandrie aussi longtemps que Sa Majesté le Roi y résidera, afin que le président n'ait pas à se donner la peine de se rendre au Caire avant l'heure, ni à supporter le voyage avant son temps. Ce qui signifie que l'État devra assumer, quoi qu'il en coûte, les dépenses supplémentaires qu'entraîne, pour lui et pour ses collègues, le maintien du gouvernement à Alexandrie — par souci de sa santé, et pour lui permettre, à lui et à ses collègues, de continuer à se sacrifier pour l'Égypte, et à continuer de préférer l'Égypte à eux-mêmes et à leur propre confort.

Et si ces efforts couronnés de succès, si ces sacrifices épuisants, ne satisfont pas l'Égypte et ne lui suffisent pas, malheur à l'Égypte pour son ingratitude, malheur à l'Égypte pour sa déloyauté, malheur à l'Égypte pour son refus de reconnaître le bienfait !

Pour ma part, je témoigne que le Ministère lutte, que le Ministère se sacrifie, et que l'Égypte se doit de lui reconnaître ce combat et de lui savoir gré de ce sacrifice, et de lui prolonger les moyens de cette survie confortable et durable, afin qu'il ajoute combat sur combat, et sacrifice sur sacrifice.

Et si le président du Conseil revient sain et sauf, Dieu voulant, l'Égypte se doit alors de l'entourer et de veiller sur lui, de rester éveillée pour son confort à Alexandrie — jusqu'à ce que, lorsqu'il ne sera plus possible d'éviter le retour du gouvernement au Caire, l'Égypte se doive alors de supplier le président du Conseil de retourner en Europe, pour s'y reposer en hiver comme il s'est reposé en été. Et comme l'hiver est beau à Nice ! Et combien grande serait la déloyauté de l'Égypte, si elle ne rendait pas le bienfait par le bienfait, et le bien par le bien, si elle n'y consacrait pas tout ce qu'elle possède et tout ce qu'elle ne possède pas, pour permettre à son président du Conseil de lutter sans cesse pour elle, et de se sacrifier pour elle sans fin !

Que les partisans du Ministère se rassurent : l'Égypte est trop noble envers elle-même pour pécher à l'égard de ceux qui luttent pour elle, et trop fière d'elle-même pour renier le mérite de ceux qui se sacrifient pour elle. L'Égypte sait comment récompenser ceux qui lui ont été fidèles, rendant fidélité pour fidélité, sacrifice pour sacrifice — de sorte que le président du Conseil continuera de conserver sa charge des années et des années durant. Quoi que puisse tenter le président du Conseil pour démissionner, jamais l'Égypte n'acceptera sa démission. Et comment l'Égypte pourrait-elle accepter sa démission ? Quand donc l'Égypte est-elle tombée assez bas, dans la naïveté et l'étourderie, pour se priver d'un homme qui a lutté pour elle et s'est sacrifié comme lutte et se sacrifie le président du Conseil, depuis que l'a frappé cette maladie odieuse et pénible ?